II

(Actes non législatifs)

ACCORDS INTERNATIONAUX

DÉCISION DU CONSEIL

du 3 décembre 2012

relative à la position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'EEE, sur une modification du protocole 31 de l'accord EEE (concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés)

(2012/747/UE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 189, en liaison avec l'article 218, paragraphe 9,

vu le règlement (CE) n° 2894/94 du Conseil du 28 novembre 1994 relatif à certaines modalités d'application de l'accord sur l'Espace économique européen ⁽¹⁾, et notamment son article 1^{er}, paragraphe 3,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) L'accord sur l'Espace économique européen ⁽²⁾ (ci-après dénommé l'«accord EEE») est entré en vigueur, le 1^{er} janvier 1994.
- (2) Conformément à l'article 98 de l'accord EEE, le Comité mixte de l'EEE peut décider de modifier, entre autres, le protocole 31 dudit accord.
- (3) Le protocole 31 de l'accord EEE comprend des dispositions et des modalités spécifiques concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés.
- (4) Le règlement (UE) n° 911/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 concernant le programme européen de surveillance de la Terre (GMES) et sa mise en œuvre initiale (2011-2013) ⁽³⁾ a été intégré dans l'accord EEE par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 139/2012 ⁽⁴⁾.

(5) La décision du Comité mixte de l'EEE n° 139/2012 a suspendu l'applicabilité du règlement (UE) n° 911/2010 à l'Islande jusqu'à décision contraire du Comité mixte de l'EEE.

(6) Il y a lieu de lever la suspension de l'applicabilité du règlement (UE) n° 911/2010 à l'Islande à compter du 1^{er} janvier 2013.

(7) Il convient dès lors de modifier le protocole 31 de l'accord EEE en conséquence.

(8) La position de l'Union au sein du Comité mixte de l'EEE devrait être fondée sur le projet de décision joint à la présente décision,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La position à adopter, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'EEE, sur la modification proposée du protocole 31 de l'accord EEE est fondée sur le projet de décision du Comité mixte de l'EEE joint à la présente décision.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 3 décembre 2012.

Par le Conseil

Le président

N. SYLKIOTIS

⁽¹⁾ JO L 305 du 30.11.1994, p. 6.

⁽²⁾ JO L 1 du 3.1.1994, p. 3.

⁽³⁾ JO L 276 du 20.10.2010, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 309 du 8.11.2012, p. 21.

PROJET DE
DÉCISION DU COMITÉ MIXTE DE L'EEE N° .../2012
du ...

**modifiant le protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers
en dehors des quatre libertés**

LE COMITÉ MIXTE DE L'EEE,

vu l'accord sur l'Espace économique européen (ci-après dénommé l'«accord EEE»), et notamment ses articles 86 et 98,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) n° 911/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 concernant le programme européen de surveillance de la Terre (GMES) et sa mise en œuvre initiale (2011-2013) ⁽¹⁾ a été intégré dans l'accord EEE par la décision du Comité mixte de l'EEE n° 139/2012 ⁽²⁾.
- (2) Il y a lieu de lever la suspension de l'applicabilité du règlement (UE) n° 911/2010 à l'Islande.
- (3) Il convient dès lors de modifier le protocole 31 de l'accord EEE afin que la levée de cette suspension puisse prendre effet au 1^{er} janvier 2013,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

À l'article 1^{er}, paragraphe 8 *quater*, du protocole 31 de l'accord EEE, l'adaptation e) est supprimée.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour suivant la dernière notification au Comité mixte de l'EEE en vertu de l'article 103, paragraphe 1, de l'accord EEE (*).

Elle est applicable à partir du 1^{er} janvier 2013.

Article 3

La présente décision est publiée dans la partie EEE et dans le supplément EEE du *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à ..., le

Par le Comité mixte de l'EEE

Le président

*Les secrétaires
du Comité mixte de l'EEE*

⁽¹⁾ JO L 276 du 20.10.2010, p. 1.
⁽²⁾ JO L 309 du 8.11.2012, p. 21.

(*) [Pas d'obligations constitutionnelles signalées.] [Obligations constitutionnelles signalées.]